



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

orthophonistes

Question écrite n° 53463

Texte de la question

M. Kléber Mesquida * souhaite attirer l'attention de M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille sur la réintégration de la formation initiale des orthophonistes. Le Gouvernement, dans le cadre de l'harmonisation des systèmes européens de l'enseignement supérieur, envisage la réduction des études d'orthophonie à une licence professionnelle, soit 180 ECTS, alors que, depuis 1986, ces études se déroulent sur quatre années universitaires et dépassent largement le nombre de crédits d'heures fixés pour obtenir une licence. Or, cette diminution de la durée de la formation initiale, impliquant la suppression de certains enseignements fondamentaux aussi bien sur les plans théoriques que pratiques, conduirait à une baisse de la qualité de la formation. De plus, elle mènerait à une baisse des compétences professionnelles, pourtant reconnues officiellement par le décret du 2 mai 2002, tant sur les champs d'intervention que sur ceux de la prévention et de la prise en charge précoce de certaines pathologies. Aussi lui demande-t-il quelles mesures il compte prendre pour maintenir la qualité de la formation en orthophonie, et s'il compte, le cas échéant, consacrer cette formation universitaire par un master professionnel.

Texte de la réponse

La qualité des soins est une préoccupation constante du Gouvernement. La compétence des professionnels de santé qui repose sur un processus adapté de formation, en est un facteur essentiel. Les orientations prises en matière de formation des professions de santé dont font partie les orthophonistes, s'organisent autour de la formation initiale et, depuis la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, de la mise en place d'une obligation de formation continue. S'agissant de la formation initiale, deux orientations sont privilégiées : son recentrage sur les connaissances incontournables nécessaires à l'acquisition des compétences liées au coeur du métier et l'amélioration de sa qualité notamment par des stages plus formateurs et parfois - moins nombreux - avec mise en place d'un vrai tutorat. En parallèle, la mise en place d'une formation continue, inscrite dans la loi précitée, permettra de compléter, tout au long de la vie, les connaissances et les compétences acquises en formation initiale et de les adapter aux évolutions des techniques, de la société et des changements de lieux d'exercice du professionnel. La réforme licence, master, doctorat (LMD) s'inscrit dans cette logique. Elle permettra la mise en place de passerelles entre professions, des évolutions de carrière et des échanges internationaux avec les pays de l'Europe. Une réflexion sur la mise en place de ce dispositif est actuellement menée par le ministère de la santé et le ministère de l'éducation nationale. Cette réflexion ne vise en aucun cas à créer une orthophonie à deux vitesses puisque le niveau de sortie qui sera proposé permettra d'effectuer, comme actuellement, la rééducation orthophonique adaptée à tous les types de pathologies prises en charge. Elle n'est pas encore finalisée. Cette réflexion devrait faire l'objet, dans les prochaines semaines, de réunions de présentation du dispositif aux différentes professions concernées avant d'engager avec elles, si elles adhèrent aux grandes orientations qui seront définies et souhaitent s'engager dans la démarche proposée, le travail sur la réforme du contenu des programmes à partir de la description du métier. En tout état de cause, les formations actuelles persistent. Les propositions de cursus universitaires émaneront à titre expérimental des universités.

Données clés

Auteur : [M. Kléber Mesquida](#)

Circonscription : Hérault (5^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 53463

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : solidarités, santé et famille

Ministère attributaire : solidarités, santé et famille

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 décembre 2004, page 9881

Réponse publiée le : 22 février 2005, page 1998